

### **Le moment décisif est arrivé!**

Le directeur général de l'OMC, M Roberto Azevêdo, a déclaré « Aujourd'hui commence notre compte à rebours pour identifier toutes les zones d'atterrissage dans les trois domaines susceptibles d'aboutir à des résultats à Bali. » à l'ensemble des membres pendant une réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC) qui s'est tenue le 14 octobre.

Conforté par les diverses manifestations du soutien qu'il a recueillies tout au long de la semaine – depuis l'appel lancé par les pays de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) aux négociateurs pour les inviter à « redoubler d'efforts » pour combler les lacunes de l'ensemble de documents de Bali et contribuer à « remettre la fonction de négociation de l'OMC sur la bonne voie », en passant par le ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Inde, M. Anand Sharma, qui s'est soudain montré disposé à faire preuve de flexibilité à l'égard de la clause de paix pour la sécurité alimentaire et la facilitation des échanges, à l'engagement pris par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et quatre banques de développement régional la semaine dernière de fournir un soutien financier dans le secteur de la facilitation des échanges aux pays en développement - M. Azevêdo a déclaré qu'il entamera des consultations intensives sur des questions clés précises avec les principaux pays afin de trouver des zones d'atterrissage appropriées pour que la Conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra à Bali en décembre, soit une réussite.

« [TRADUCTION] À partir d'aujourd'hui, chacun heure est une heure de travail, et chaque jour est une journée ouvrable, a-t-il répété. Dans quelques semaines seulement, nous saurons si l'ensemble de résultats recherché pour Bali est possible ou non », a déclaré M. Azevêdo au moment où il se prépare à entreprendre un processus parallèle à celui qui est suivi par les présidents des groupes de négociation impliqués dans l'ensemble de Bali.

Les délégués ont fait preuve d'un engagement accru que l'on n'a pas constaté au cours des quelques dernières années, pourtant, le rythme passe toujours pour être « bien trop lent » pour remporter du succès à Bali, a affirmé M. Azevêdo pendant la réunion du Conseil général de la semaine dernière. Il reste d'importantes difficultés à surmonter pour un certain nombre d'enjeux importants, à propos desquelles il faut prendre des décisions politiques pour pouvoir dégager un consensus. C'est la raison pour laquelle il a envoyé une lettre aux ministres du Commerce le 30 septembre pour leur demander d'accorder le pouvoir nécessaire aux ambassadeurs afin qu'ils puissent prendre des décisions à l'égard d'enjeux politiques et ainsi faire avancer les pourparlers.

Dans le secteur de l'agriculture, le président du groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, a présenté un exposé détaillé de la position actuelle des membres à l'égard de l'ensemble de Bali. L'ambassadeur Adank pense qu'un accord sur l'administration des CT est à portée de main. « [TRADUCTION] En général, je continue de penser que les membres aimeraient voir qu'un résultat soit produit dans ce secteur pour Bali », de dire M. Adank. Le problème, dans ce cas, est de savoir si les membres acceptent que les pays émergents, et notamment la Chine, profitent de la disposition sur le traitement spécial et différencié.

Entre-temps, ces consultations ont pris en point dans le collimateur la sécurité alimentaire et les subventions à l'exportation. S'agissant des premières, les pays continuent de manifester du soutien pour la clause de paix, mais il reste des questions au sujet de savoir si elles prendront la forme d'une déclaration politique ou d'une « dérogation temporaire » qui serait quelque peu contraignante juridiquement. Il n'y a pas de convergence sur ce point.

En outre, il reste à prendre des décisions au sujet de la durée de la disposition, c'est-à-dire combien de temps durerait-elle? Certains pays souhaitent que la clause de paix reste en place jusqu'à ce qu'un accord final soit conclu sur le Cycle de Doha.

La couverture de la clause est également une source de préoccupation – serait-elle générale de façon à couvrir tous les produits ou conçue uniquement pour des produits particuliers (aliments de première nécessité). Les sauvegardes posent également problème, car les membres cherchent à convenir de mesures particulières pour empêcher que des débordements affectent les marchés internationaux.

Enfin, les membres devront décider quel type d'information ils devront déclarer pour rendre transparents leurs programmes de sécurité alimentaire respectifs.

« TRADUCTION] De nombreux membres ont admis qu'en discutant à un certain niveau de détail des exigences en matière de transparence, de la conditionnalité et des sauvegardes, ils ont déjà franchi des étapes vers l'élaboration d'exigences très précises dont la flexibilité dépendra », a déclaré l'ambassadeur Adank.

Pour ce qui est de la question de la concurrence à l'exportation, les avis sont toujours partagés. L'UE, les États-Unis, la Suisse et la Norvège sont opposés à la réduction de moitié du niveau de leurs subventions à l'exportation. Même si l'utilisation des subventions à l'exportation a diminué considérablement ces derniers temps, la réduction proposée de 50 % aurait de profonds effets sur la Norvège et la Suisse.

L'ambassadeur Adank a déclaré que les membres pourraient convenir d'un message ministériel éventuel qui condamnerait toutes les formes de subvention à l'exportation et les effets qu'ils exercent sur le commerce mondial. Le message pourrait renouveler l'engagement à les éliminer, même si elles n'ont pas été utilisées beaucoup ces derniers temps. Le plan consisterait ensuite à convenir de travailler énergiquement, après Bali, à l'élimination des subventions et à améliorer le partage d'information sur les subventions à l'exportation. Cependant l'Argentine, qui a été l'un des principaux promoteurs de la proposition du G-20, a menacé de ne pas se joindre au consensus si rien n'est fait au sujet des subventions à l'exportation.

« [TRADUCTION] La priorité consiste à présent à prendre en compte d'une façon plus concrète la convergence que j'ai décrite plus tôt, mais également à ne pas craindre de souligner les principaux secteurs de divergence que nous devons également surmonter », a déclaré l'ambassadeur Adank.

Une autre réunion du Conseil général devrait se tenir les 5 et 6 novembre. L'objectif consiste à ce que tous les documents/décisions pour Bali soient prêts d'ici là et de les expédier aux capitales pour les faire approuver avant de se rendre à Bali pour la CM9. Cependant, un fonctionnaire de l'OMC a déclaré que la date de la réunion du Conseil général de novembre demeure flexible, car elle pourrait être retardée afin que davantage de négociations puissent se dérouler à Genève.

## **Les dirigeants du PTP réitèrent l'ambition de conclure les négociations en 2013**

Dans un communiqué diffusé le 8 octobre en marge du sommet de l'APEC, les dirigeants des 12 pays du Partenariat transpacifique (PTP) (Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, États-Unis et Vietnam) ont répété avec insistance qu'ils restent engagés à régler toutes les questions en suspens, afin de parvenir, d'ici la fin de l'année, à un accord qui tiendrait compte de la diversité de leurs niveaux de développement.

« [TRADUCTION] Les ministres et les négociateurs ont réalisé des progrès importants au cours des derniers mois sur tous les textes juridiques et les annexes sur l'accès à nos marchandises, services, investissements, services financiers, marchés publics respectifs et l'accès temporaire aux marchés, » peut-on lire dans la déclaration.

Les négociateurs du PTP se sont réunis intensivement tout au long de l'été et jusqu'en septembre afin de produire un rapport qui fait le point sur les négociations à l'intention de leurs ministres. En outre, les ministres du Commerce se sont réunis la veille de la XIX<sup>e</sup> série au Brunei, et une fois de plus en marge du sommet de l'APEC au début d'octobre, afin de s'attaquer à des enjeux précis et de donner une orientation aux négociateurs. Le rapport qui a suivi, rédigé afin d'apaiser les préoccupations exprimées par les dirigeants le 8 octobre, insistait pour dire que le groupe s'approche de la conclusion d'un accord.

Cependant, selon divers observateurs commerciaux qui suivent les pourparlers, les membres du PTP sont loin d'avoir conclu un accord sur plusieurs chapitres, notamment les plus litigieux, en l'occurrence les entreprises d'État (EE), les droits de propriété intellectuelle (DPI), l'environnement et l'accès aux marchés. Dans le chapitre sur les EE, les pourparlers viennent tout juste de commencer en faisant fond sur une proposition mixte déposée par les États-Unis et l'Australie, mais plusieurs pays d'Asie, notamment la Malaisie et Singapour, ont formulé des préoccupations. Pour ce qui est des DPI, plusieurs séances intersessionnelles ont été organisées pour rattraper le retard avec le reste des chapitres, car ce chapitre demeure l'un des secteurs le plus ardu des négociations.

Dans le chapitre sur l'environnement, les différences sont également marquantes. Les normes ont été révisées à la baisse afin de répondre aux préoccupations formulées par certains pays. Des sources proches des négociations affirment que la plupart des pays ne souhaitent pas souscrire à des engagements exécutoires qui les exposeraient à d'éventuels différends commerciaux.

S'agissant de l'accès aux marchés, les négociations sur l'élimination des tarifs n'ont pas encore commencé. Les pays ont échangé des offres tarifaires, mais il n'est pas encore clair si oui ou non et comment les membres établiront une liste tarifaire du PTP commune, alors que des pays comme les États-Unis continuent de recourir à une approche bilatérale qui leur permet de protéger le plus grand nombre de lignes tarifaires possible d'une élimination complète.

Le rapport présenté par les ministres du Commerce aux dirigeants déclare que, pour ce qui est de l'accès aux marchés pour les marchandises, le groupe s'est entendu sur un échéancier de progrès afin d'accélérer le rythme de ses travaux et de terminer l'ensemble global selon le délai qu'envisagent les dirigeants. Ceci renvoie au plan à quatre étapes élaboré lors de la XVIII<sup>e</sup> série à Kota Kinabalu, qui établit les cibles devant être atteintes par le groupe de l'accès aux marchés pour faire savoir à tous les partenaires du PTP de quelle façon un pays donné a l'intention de traiter ses tarifs, c'est-à-dire élimination totale, période d'élimination progressive ou exemption de l'élimination tarifaire.

« [TRADUCTION] D'importants progrès ont été réalisés, mais il reste à s'entendre sur le traitement des produits sensibles », insiste-t-on dans le rapport des ministres du Commerce aux dirigeants, en ajoutant que « les négociateurs principaux et les chefs d'équipe coordonnent les travaux de chacune des équipes de l'accès aux marchés des marchandises pour réussir à faire avancer le processus ».

Par ailleurs, le rapport déclare qu'il reste du travail supplémentaire à faire à l'endroit des services, de l'investissement et des marchés publics. Pour ce qui est des règles d'origine, le groupe « [TRADUCTION] est convenu d'élaborer des règles d'origine sur la facilitation du commerce qui encouragent la cumulation dans toute la région », ont dit les ministres du Commerce dans leur rapport. Ils ont également affirmé que les négociateurs sont en train d'achever le travail sur quatre questions de portée générale : les obstacles réglementaires et autres obstacles non tarifaires; la compétitivité et la facilitation des affaires; les petites et moyennes entreprises; le renforcement des capacités, la coopération et le développement.

À mesure que la négociation s'intensifie, les ministres du Commerce ont pris l'engagement de rester « activement engagés » dans leur processus « afin de trouver des approches créatives, pragmatiques et flexibles pour régler les questions en suspens ». Le groupe puise du courage dans l'intérêt croissant que manifestent les autres pays de l'APEC, notamment la Corée et la Thaïlande, qui ont démontré de l'intérêt à se joindre au PTP et « se tient prêt à s'engager avec eux afin de faciliter leur participation après la conclusion de l'accord initial ».

### Prochains événements

- Consultations intensives sur l'ensemble de Bali, 14-31 octobre 2013
- Délai pour l'ensemble de Bali, 31 octobre 2013
- Conseil général, 5-6 novembre 2013
- 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

**Genève en bref** est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca/](http://www.chep-poic.ca/).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers  
of Canada  
Les Producteurs laitiers  
du Canada



Chicken Farmers  
of Canada  
Les Producteurs de  
poulet du Canada

EGG FARMERS  
OF CANADA  
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS  
D'ŒUFS DU CANADA  
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS  
OF CANADA  
LES ÉLEVEURS DE DINDON  
DU CANADA

Canadian  
Hatching Egg  
Producers



Les Producteurs  
d'œufs d'incubation  
du Canada